

## FACE À UN POUVOIR IMPOPULAIRE,

### LA BATAILLE SE POURSUIT

### LES 16 ET 18 MARS



Roland Bernard  
secrétaire fédéral  
Seine-Maritime

**A** quelques jours du printemps, l'actualité sociale et politique est dominée par l'affrontement sur le CPE.

Un mois et demi après son annonce par De Villepin, quelques jours après le passage en force par le 49/3 à l'Assemblée soutenu par tous les députés UMP rassemblés sous la houlette de Sarkozy, la majorité des Françaises et des Français prend le CPE pour ce qu'il est : un nouvel instrument de précarisation de la jeunesse, des salariés, de la vie.

Son retrait est assurément ce qui rassemble la majorité de notre peuple.

Les manœuvres de la droite pour disqualifier le mouvement étudiant ou pour " adoucir " le CPE montrent ses difficultés. Il faut poursuivre la bataille, c'est le sens du 18 mars. Trois rendez-vous dans le département où se mêleront à nouveau des salariés, des jeunes, de l'université, des lycées, des cités, et des retraités dans un rassemblement inter générationnel, dans la continuité de la journée du 7 mars déjà puissante. Nous y serons.

Dans le même temps, les communistes de Seine Maritime poursuivront le débat dans la Conférence Départementale de leur 33ème congrès.

La lutte contre le CPE, comme l'avait déjà manifesté le refus du Traité Constitutionnel le 29 mai est un élément essentiel du débat.

Il montre que grandit dans notre pays, en Europe et dans le monde, l'opposition au " libéralisme " qui n'a d'objectif que sécuriser la course au profit capitaliste, en précarisant le travail et les travailleurs, en réduisant les services publics, les droits et les garanties collectives dans tous les domaines de la vie.

Au cœur du programme et de la stratégie dont décideront les communistes, il y a la volonté de construire une sécurité de l'emploi et de formation, cœur d'un projet de société, d'une visée enfin humaine.

Autour de ces valeurs et objectifs, il y a la construction d'un rassemblement, dès aujourd'hui, dans les luttes et pour l'emporter sur le libéralisme et la droite lors des consultations de 2007 et 2008

Et enfin est également proposée une nouvelle étape du renouvellement de la direction de notre fédération.

Cette fin de semaine c'est aussi le rendez-vous avec l'Humanité-Dimanche dont chacun a salué la valeur du premier numéro.

mars 2006

N° 23

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre  
d'information  
bimensuelle  
des communistes  
de la Seine-Maritime  
est éditée par  
la fédération  
du Parti  
communiste  
français

# Parti communiste français

## 20 000 manifestants contre le CPE en Seine-Maritime le 7 mars : une journée qui en appelle d'autres

8000 personnes à Rouen, plus de 10 000 au Havre, 1000 à Dieppe, 400 à Eu-le-Tréport, 30 à Fécamp, 450 à Lillebonne avec à chaque fois une forte présence de jeunes et de lycéens et près de 80 entreprises dans l'action, dont 30 avec arrêt de travail bien plus donc que lors des précédents rassemblements, cette journée a été un vrai succès qui doit être prolongé rapidement par de nouvelles journées d'action



Une nouvelle journée de mobilisation est prévue par les organisations syndicales et les mouvements de lycéens et d'étudiants pour le 18 mars prochain, point d'orgue d'une semaine qui aura connu une mobilisation lycéenne et étudiante importante



Les militants de la section de Saint-Etienne du Rouvray ont préparé la journée du 7 mars en faisant signer une pétition contre le CPE sur le marché et au technopole du Madrillet, plus de 1000 signatures recueillies dont 200 au technopole ! ces pétitions ont été remises le 10 mars en préfecture



Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:  
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 12)  
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir  
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

### REPÈRES

#### le prix du libéralisme

**De Villepin espérait que les chiffres du chômage lui fourniraient des circonstances atténuantes tandis qu'au pas de charge il impose les réformes ultralibérales au pays.**

La démographie lui est, paraît-il, favorable et son gouvernement s'était lancé dans des radiations massives sur les listes des demandeurs. Las! le taux de chômage du mois de janvier a de nouveau progressé de 0,7%, confirmant la dégradation de l'emploi et la limite des tripatouillages statistiques. Le nombre de demandeurs d'emploi s'établirait à 2 326 000 personnes, soit 16 300 de plus qu'en décembre 2005.

Rappelons que ce chiffre officiel comptabilise seulement les chômeurs de métropole inscrits en catégorie 1 à l'ANPE, c'est-à-dire cherchant un emploi à temps plein en CDI et n'ayant pas travaillé plus de 78 heures dans le mois. Il exclut donc les chômeurs travaillant plus de 78 heures, ceux qui cherchent un emploi à temps partiel ou à durée déterminée, ceux qui sont en formation, les plus de 57 ans "dispensés de recherche d'emploi" et enfin les chômeurs des DOM...



# PAUVRETÉ EN FRANCE

## augmentation alarmante

Selon le dernier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la France comptait 3,694 millions de pauvres en 2003.

Ce chiffre correspond au nombre de personnes dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté fixé à 50% du revenu médian, soit 645 euros par mois pour une personne seule. Ce chiffre augmente de 4% par rapport à 2001. Cependant, le nombre de pauvres double quasiment, 7,015 millions, si l'on prend pour référence le seuil de pauvreté utilisé en Europe qui correspond à 60% du revenu médian !

Mais, au-delà des chiffres, c'est la tendance générale qui ne laisse pas de préoccuper. Alors que la pauvreté dite " monétaire " baissait régulièrement depuis plusieurs années, le rapport constate que depuis 2003 elle augmente . de plus la hausse sensible du nombre de bénéficiaires de minima sociaux semble indiquer une " aggravation de la pauvreté entre 2003 et 2005 ".

Parmi les pauvres, les femmes sont sur-représentées notamment parce qu'elles sont plus souvent chef de famille monoparentale que les hommes, mais aussi en raison de l'écart salarial qui persiste entre les deux sexes. Les travailleurs à bas salaires sont à 80% des femmes ! Même augmentation chez les très jeunes et les très âgés.

Les traditionnels indicateurs monétaires (seuil de pauvreté) sont " incontournables " pour suivre les évolutions de la pauvreté dans le temps. Cependant, ces outils ne rendent pas forcément compte " des popula-

tions les plus en difficultés ou marginales qui échappent largement à l'appréhension de la statistique publique ". En outre, ces indicateurs ne permettent pas d'éclairer sur le caractère récurrent ou permanent des phénomènes de pauvreté et donc de " cerner correctement les trajectoires et les dynamiques des individus ". Enfin, ils échouent à rendre compte du vécu des populations pauvres, en particulier dans l'accès aux droits fondamentaux.

Le risque de pauvreté monétaire est fortement lié à une situation de non-emploi. Même si le fait d'avoir un emploi ne préserve pas de la pauvreté.

Le rapport critique les politiques actuelles de l'emploi. L'abaissement du coût du travail par les exonérations de charges et les réformes favorisant la reprise d'une activité salariée peuvent avoir des conséquences défavorables sur la situation des personnes en difficulté. En particulier lorsqu'elles s'accompagnent d'un repli des contrats aidés alors que ceux-ci permettent " le plus souvent d'améliorer sensiblement les conditions de vie de la personne ".

On note donc une sensible aggravation de la pauvreté en France ces trois dernières années. Le durcissement des conditions d'indemnisation du chômage a été à l'origine d'une vive augmentation du nombre d'allocataires de minima sociaux, ce qui est tout sauf un progrès.

Pour l'Observatoire, il faut intervenir en même temps dans les différents domaines de la lutte contre la pauvreté : " lutte contre l'illettrisme, formation, santé, logement, emploi "



# Elf, la pompe Afrique

Nicolas Lambert

En 2003, le comédien Nicolas Lambert s'est immiscé dans les salles d'audience pour assister au procès Elf dans sa totalité. Ses notes forment le canevas d'un spectacle original et instructif dont la mise en scène, drôle et cruelle, a le mérite de rendre compréhensible un procès tentaculaire. complété par ce livre maintenant.

« Nicolas Lambert a saisi ces phrases dignes des meilleurs dialogues d'Audiard, pointé la soudaine pudeur sémantique des prévenus dès lors qu'il s'agissait d'évoquer "la caisse noire" d'Elf et les financements politiques.

Il n'est nul besoin de connaître l'affaire Elf, d'avoir suivi l'actualité, de s'intéresser à l'Afrique ou au pétrole. chaque protagoniste est détaillé, biographie, fonction et ce qui est reproché à chacun d'entre eux. Les débats qui suivent, sélection de moments d'audience d'autant plus invraisemblables qu'ils ont été réels, nous font partager les instants les plus mémorables, risibles, et marquants de ces mois d'audience hors du commun.



Elf pompe Afrique Nicolas Lambert Editions Tribord 12€

Librairie renaissance, 18 rue Alsace-Lorraine 76000 Rouen

## Département/démocratie

VENDEDI 17 MARS 2006 à 14 heures Devant la Préfecture de Région à Rouen

**RASSEMBLEMENT des élus communistes et républicains de l'Eure et de Seine-Maritime**

### POUR L'EMPLOI!

La situation de l'emploi, malgré les chiffres officiels, est très préoccupante.

En 2005, 1 000 licenciements économiques ont déjà eu lieu dans le seul département de la Seine Maritime, et selon une note confidentielle de la Préfecture, 1 600 nouvelles suppressions d'emplois par licenciement économique sont envisagées, avec des perspectives alarmantes parmi lesquelles la situation du port de Dieppe, l'avenir de la filière papier carton dans la région de Rouen, de l'automobile dans celle du Havre ou encore de la verrerie en vallée de Bresle.

Dans l'Eure, ce sont 2 000 emplois qui sont menacés à travers les annonces successives faites depuis le début de l'année, de fermetures d'entreprises industrielles qui touchent l'ensemble du territoire

et tous les secteurs d'activités.

Par ailleurs, la politique de précarisation généralisée de l'emploi est la seule réponse apportée pour par le gouvernement, avec notamment le CPE et le CNE, malgré l'opposition qu'ils génèrent comme l'ont montré les puissantes manifestations du 7 mars.

Devant l'absence de réponse du Préfet aux sollicitations des élus communistes et républicains (table ronde concernant le papier carton, débat en sa présence en session du Conseil Général), les élus communistes et républicains de Seine Maritime ont participé massivement à un rassemblement devant la Préfecture de Rouen demandant qu'une délégation soit reçue pour faire part de leurs propositions, notamment leur projet de « sécurité emploi formation.

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur le sites : [www.elus76.com](http://www.elus76.com) et [www.avec-vous-un-projet.org](http://www.avec-vous-un-projet.org)

## En mouvement

### ■ l'événement

Cette première quinzaine de mars l'événement c'est la sortie du nouveau magazine l'Humanité-dimanche, des centaines d'exemplaires vendus en quelques heures, pour le découvrir, c'est le seul magazine clairement situé à gauche, mais aussi parce qu'il répond à une attente, aussi bien sur le plan de l'actualité politique, sociale, culturelle, l'Humanité-Dimanche s'annonce comme le vecteur de lien et de discussion entre tous ses lecteurs !

Vous pouvez continuer à en être le cofondateur !



La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur : [www.pcf76.fr](http://www.pcf76.fr)

Le journal L'avenir

N°23

Daté du 09/03/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier  
Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : [Avenir@pcf76.fr](mailto:Avenir@pcf76.fr)

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645